

Thomas Sieverts

Entre-ville une lecture de la Zwischenstadt

*Traduit de l'allemand par
Jean-Marc Deluze et Joël Vincent*

Préface de René Tabouret

Éditions Parenthèses

LIBRAIRIE DE L'ARCHITECTURE ET DE LA VILLE
Publiée avec le concours du ministère de la Culture et de la Communication
(Centre national du Livre et Direction de l'architecture et du patrimoine)

COPYRIGHT © 2001, BIRKHÄUSER VERLAG AG, BASEL.
Édition originale : *Zwischenstadt, zwischen Ort und Welt, Raum und Zeit, Stadt und Land.*

COPYRIGHT © 2004, ÉDITIONS PARENTHÈSES, 72, COURS JULIEN, 13006 MARSEILLE
ISBN 2-86364-633-8 / ISSN 1279-7650

Préface à l'édition française

Intraduisible Zwischenstadt

Mondialisation capitaliste de la production et des échanges, évolutions démographiques, formes de vie nouvelles, ébranlement des repères d'appartenance collective, risques technologiques et changement climatique, tout converge au cours des années quatre-vingt-dix pour mettre en question notre capacité à gouverner l'urbanisation contemporaine. La situation allemande — conurbations envahissant les campagnes, régions urbaines plus structurées par les sites industriels que par des centres historiques, désertion des grandes villes de la RDA, mais aussi opinion sensibilisée aux enjeux écologiques — se prêtait dès lors à une prise de conscience du caractère global des changements des territoires urbanisés et à la nécessité de penser autrement. L'essai de Thomas Sieverts qui paraît en 1997 prend la mesure de ce défi. Il s'annonce « non comme une analyse bien décantée, mais comme un écrit polémique, une provocation au débat ». Depuis, ce débat a gagné en urgence, les éléments en sont plus évidents, la parution des traductions anglaise et française en renouvelle l'impact.

Thomas Sieverts ne propose pas de modèle de ville ni de procédure, il ne se fait pas le chantre de la ville compacte ni de la ville dispersée ; il aligne les constats, il analyse la multiplicité des décisions « rationnelles » qui tissent le processus d'urbanisation réel, il interroge la validité des notions classiques invoquées dans les politiques et les projets (mixité, identité, développement durable). Il alerte : dégageons-nous de l'emprise de la représentation idéalisée de la ville européenne. Ceci dans une démarche tendue vers le projet. C'est déjà le cas des travaux auxquels il peut se référer ; nous découvrons ainsi la richesse d'un courant de recherches allemandes pluridisciplinaires se confrontant aux enjeux les plus actuels. C'est aussi le fruit de son expérience personnelle : en 1996, Sieverts participe depuis cinq ans au directoire de l'IBA Emscher Park, opération de régénération de cette vallée de 80 km² dans la Ruhr, sinistrée industriellement et écologiquement. Assistant en 1993 à une séance de travail de cette équipe, j'avais

été frappé par le caractère radical des problématiques formulées pour fonder l'action, telle la question débattue ce jour-là : « Comment innover dans un milieu non innovant ? » Je retrouve la même hardiesse dans la démarche de *Zwischenstadt*.

D'abord dans la préoccupation majeure pour la façon dont le territoire est pris en charge par les investisseurs et l'objet de pratiques quotidiennes des habitants, dans sa double dimension de « système » et de « lieux divers », bien au-delà d'oppositions centre/périphérie, urbain/rurbain, toujours inégalitaires. Le constat de l'éclatement du *lebensraum* individuel débouche sur l'ambition de rendre la *Zwischenstadt* lisible et compréhensible. Ce sera la base d'une planification qui articule des centralités diverses (et non hiérarchisées) et des projets qui travaillent les représentations que chacun peut se faire de son univers et des changements qui l'affectent.

Sieverts nourrit cette perspective projectuelle d'une confrontation entre les savoirs des grands anciens en matière d'architecture ou de composition urbaine et les plus récentes réflexions philosophiques sur une esthétique du non ordonné, de l'hétérogène, du renvoi, de l'accroche, du décalage, du collage... qui correspond aux occasions offertes par le paysage et le bâti de la *Zwischenstadt* d'y valoriser des traces et d'y inscrire des signes et des événements. Si l'image de la ville européenne est brouillée, la motivation grandit d'autant de considérer son nouvel espace comme un champ appelant la création de formes qui diversifient la perception et suscitent du sens, ce que l'allemand exprime d'un seul mot, *Gestaltungsfeld*, riche de connotations.

La langue allemande — par sa syntaxe et la formation de mots composés — permet d'enrouler les constats, leurs raisons et leurs conséquences, dans un emboîtement de propositions au sein d'une seule et même phrase dont le sens est suspendu au verbe final. Le lecteur est emmené dans un processus de pensée qui fait la part belle à la complexité de l'objet étudié. Il est difficile de rendre dans la traduction ce mouvement de pensée de Sieverts, la dimension métaphorique des notions, le caractère dynamique des concepts. L'intraduisible *Zwischenstadt* en particulier mérite commentaire. Entre-ville intrigue le lecteur français qui veut comprendre d'entrée ce que le mot veut dire. Sieverts, lui, ose un néologisme pour exprimer « l'encore non conçu », quelque chose d'autre que le paysage urbanisé ou la ville territoire, une incertitude de ville, une ville hors d'elle-même qui attend d'être vue comme telle. Garder le mot étranger dans le texte nous a semblé propre à rendre l'étrangeté de l'objet étudié.

Considérer le territoire urbanisé comme susceptible de projet — un projet durable fait de projets multiples —, cela ne va pas de soi si l'on reste enfermé dans les découpages institutionnels existants et dans la division des domaines d'intervention spécialisés. Le dernier chapitre de *Zwischenstadt* évoque les réformes qui permettraient de travailler à l'échelle des régions urbaines et d'intervenir dans les différentes strates de l'espace habité. De ce point de vue, les lois françaises récentes ouvrent largement le champ des possibles. Reste à faire émerger une « culture de projet » telle que nos PADD, PLU, SCOT et autres projets d'agglomération ou de pays soient conçus et articulés entre eux de façon à assurer l'efficacité de l'investissement, à contribuer au renouvellement de l'urbanité et à ménager des capacités d'adaptation dans une conjoncture peu prévisible. Dans ses postfaces, Sieverts souligne « l'incertitude fondamentale du développement urbain » et insiste sur le fait que « les temps ne sont plus aux déductions primaires issues de programmes et de besoins clairement définis. Il nous faut travailler à l'émergence de nouvelles opportunités sociales et culturelles » et se saisir « activement [de l'incertitude] comme d'un espace ouvert à l'espoir ». Il cite Peter Neitzke : « On ne devient politique [...], que lorsque des processus irréversibles ne sont plus considérés comme des menaces, mais comme des opportunités à saisir en vue d'élargir l'horizon de sa propre pensée et de son activité. » Un tel changement culturel requiert l'effort de tous les acteurs impliqués dans les politiques et les projets urbains. Puisse la dialectique de la *Zwischenstadt* de Thomas Sieverts y contribuer.

René TABOURET

Note sur les choix de traduction

Des termes du texte français, directement traduits de l'allemand, peuvent surprendre. Inversement un lecteur allemand pourrait être déçu d'une interprétation qui perd la vigueur du texte original, privé de ses connotations. Nous tentons de réduire ici ces insatisfactions pour quelques notions importantes.

Agora. — Sieverts a conservé le terme utilisé par Gunnar Törnqvist pour rendre compte de l'opposition entre le réseau (qui permet des relations entre points distants échangeant des flux spécifiques) et les aires (qui permettent des relations hétérogènes basées sur la contiguïté). Cet emploi ne fait aucune référence à l'espace de relations publiques, consacré à l'exercice de la citoyenneté.

Compensation écologique. — Il existe en Allemagne une réglementation basée sur l'idée que chaque opération de construction est une atteinte (*Eingriff*) aux équilibres naturels, atteinte qu'il faut immédiatement compenser. Un barème permet de chiffrer d'une part l'atteinte, d'autre part la compensation : dispositifs d'économie d'énergie, de recyclage ou autres, directement liés à l'opération, ou « redevance de compensation » (*Ausgleichsabgabe*) utilisée ailleurs par exemple pour la renaturalisation d'un paysage. Sieverts est critique vis-à-vis de ce mécanisme.

Formen, Struktur, Gestalt, Gestaltung, Gestaltungsfeld / Forme, structure, aménagement, territoire de projet. — Les deux champs sémantiques, allemand et français, ne correspondent pas terme à terme.

Struktur est employé le plus souvent par Sieverts dans un sens large pour qualifier un espace, qui n'est ni indifférent, ni chaotique, l'action de l'homme y ayant installé des relations durables et perceptibles entre objets et entre lieux. D'où son usage intéressant dans le cas du composé *Wertstruktur*, « structure

par la valeur », qui vise à rendre le territoire lisible en y posant des « valeurs » aussi bien fonctionnelles que patrimoniales, attachées aux architectures, aux pratiques ou aux signes.

Gestalt n'a jamais trouvé d'équivalent français (le terme allemand est consacré dans les sciences de la perception ou de la cognition). Désignant une forme qui s'impose à la perception, le terme suggère aussi l'idée d'une cohérence interne et d'une résistance aux déformations.

Gestaltung exprime le procès d'avènement ou l'acte de production d'une telle forme. Le français « formation » peut évoquer ce procès ou son résultat, mais ne rend pas compte de la force qu'implique la réalisation d'une « forme robuste ». Suivant le contexte, nous avons retenu la dimension d'intention et de procès (trad. : projet, action) ou la dimension de résultat (trad. : aménagement, mise en forme...)

Gestaltungsfeld désigne une aire de la *Zwischenstadt* (un « paysage culturel ») en voie d'accueillir une production de signes et de formes, processus donnant de la cohérence, de la lisibilité et du sens. La traduction « territoire de projet » perd les connotations de *-feld* « champ », au double sens de champ cultivé et de champ de forces, et l'insistance sur le rôle des formes données à voir.

Landschaft, kultur, kulturlandschaft / Paysage, culture, paysage culturel.

Landschaft, comme le français « paysage », désigne une partie de territoire telle qu'elle peut être appréhendée dans une vision d'ensemble et telle qu'elle suscite une représentation « culturelle » du milieu concerné. Dans son emploi en écologie, il décrit un équilibre mettant en jeu une morphologie (aires et corridors) et des flux (de matière, d'énergie, d'information). « Paysage urbanisé » peut désigner la périphérie de la ville.

Kultur peut souvent désigner dans un texte allemand un état de société et être rendu par « civilisation ». Sieverts évoque le terme latin et l'ambivalence que l'on retrouve dans champ cultivé ou homme cultivé, soit l'effet d'une action humaine concertée sur la « nature ».

Kulturlandschaft prend à la fois le contre-pied d'un paysage soi-disant « naturel » (en fait l'ancienne campagne de bois et d'agriculture non industrialisée) et celui des « paysages non reconnus comme tels » (zones marquées par une industrialisation obsolète et une urbanisation fragmentaire peu contrôlée). Tout territoire dans son état actuel est le produit de l'action des hommes qui l'habitent et le transforment, c'est un fait de culture. Le lecteur ne doit pas se laisser troubler par l'acception habituelle de « paysage culturel », seule façon pour nous de rendre la double dimension « perception d'ensemble » et « contenu de patrimoine ». Cette notion ouvre la voie à des stratégies de gestion de ces « paysages » qui fait la part belle aux événements et aux marquages culturels, comme étayages de l'appartenance au monde tel qu'on l'hérite et qu'on l'habite, quelle que soit l'incertitude sur le futur.

Stadtplanung, Städtebau / Urbanisme, planification, projet urbain. — On distingue clairement en Allemagne les tâches de planification et les opérations de conception et de construction de la ville, missions que brouille en France la notion d'urbanisme. Pour *Städtebau*, s'agissant de projets concernant la qualification concrète de l'espace, nous avons traduit par « projet urbain ».

Urbansprawl. — Terme anglais désignant l'étalement urbain et périurbain, voire l'urbanisation diffuse.

Zwischenstadt, Zwischenwelt. — *Zwischenstadt*, la ville de l'entre-deux, est entre culture et nature, entre lieu et univers, cité et paysage, autonomie et administration, rapports personnels et communication virtuelle, décisions multiples et planification... soit entre deux dimensions du réel forcément nouées. À plus grande échelle, on trouve *Zwischenwelt*, monde entre chaos et contrôle selon les auteurs américains cités par Sieverts. Nous conservons ces néologismes dans le texte français.

D'une façon générale, les termes allemands sont plus concrets : on dit *Mischung* (mélange) et non mixité, *Netz* (filet) pour réseau. Voir aussi *Entwicklungskorridor*, « corridor de développement », pour traduire le processus consistant, au long du temps, à réduire le faisceau des décisions possibles, à l'orienter et à conserver sa cohérence.

Avant-propos

Cet essai traite de la désagrégation de la ville historique européenne compacte et de la manière d'aborder cette nouvelle forme de ville, tout à fait différente et qui se diffuse dans le monde entier : le « paysage urbanisé » ou la « ville paysagée ». Dans un souci de simplification, j'ai désigné cette forme d'urbanisation par le terme de *Zwischenstadt*, une ville qui se déploie entre les vieux noyaux historiques et la campagne ouverte, entre les lieux de vie et les non-lieux des réseaux de communication, entre les circuits économiques locaux et les réseaux de dépendance au marché mondial.

Évitons d'emblée un premier malentendu. Cet essai n'est pas un plaidoyer pour le lotissement périurbain (*urban sprawl*). J'attache autant de prix que mes confrères au paysage culturel, à la forme et à la nature de la ville européenne historique, qu'ils s'efforcent héroïquement de préserver des forces diaboliques de la désagrégation, pour l'imposer aujourd'hui encore comme le modèle de l'avenir. Qui pourrait ne pas souhaiter des villes toujours compactes, des villages intacts et des paysages préservés ? Il serait même légitime de vouloir reconduire des principes avérés et d'anciennes conventions, ne serait-ce que dans l'espoir de voir l'un ou l'autre démontrer encore quelque efficacité. Force nous est de constater que la réalité s'éloigne toujours plus de cet idéal. Il n'en devient pas pour autant plus facile de mettre en doute un certain nombre de conventions que la corporation des urbanistes a largement contribué à établir comme des principes majeurs de planification. On pense, par exemple, à la « concentration décentralisée », à la « compensation des impacts écologiques », à la « réduction des surfaces bâties par la densification », ou encore à la hiérarchisation des « centralités » ou des « micromixités ». Celui qui s'aventure à douter un instant de ces principes établis se retrouve immédiatement dans une position inconfortable et sous le feu croisé des différents camps. Les plus idéalistes des urbanistes seront portés à dénoncer cette critique comme constituant une trahison des principes les plus sacrés, et cela serait blessant. Les investisseurs et technocrates, quels qu'ils soient, pourront s'en prévaloir pour justifier le caractère limité de leurs activités,

et cela serait dangereux. Quant aux hommes politiques, il s'en trouverait pour accorder encore moins d'attention à l'aménagement de l'espace, alors même que l'on attend d'eux qu'ils se saisissent de l'occasion offerte par la Zwischenstadt pour renouveler profondément la politique d'aménagement. Et là, ce serait grave !

Le dilemme est assurément inévitable, car « l'âge d'or » de l'interventionnisme de l'État providence européen est derrière nous. Nous ne connaissons plus cette profusion de moyens, ces « brides dorées », dont l'urbanisme s'accommodait parfaitement malgré quelques gênes passagères. Finie également la paix, ou du moins le cessez-le-feu, qui régnait entre les collectivités territoriales et le capital. Dans ma corporation des architectes et des urbanistes, j'ai parfois l'impression d'être l'un de ces maîtres du début du XIX^e siècle qui, après avoir perdu quelques-unes de ses plus belles plumes en arrachant au mercantilisme la survivance — même partielle — d'usages anciens et de règles traditionnelles, essuie une défaite après l'autre dans son opposition au capitalisme montant, parce qu'il s'est trompé dans l'évaluation des forces en présence. J'éprouve parfois ce sentiment frustrant que nos efforts d'urbanistes pour sauver le modèle de la ville traditionnelle européenne ne sont, en fait, qu'une feuille de vigne jetant un voile pudique sur des évolutions qui se jouent ailleurs et empruntent des directions radicalement différentes. Il n'y a pas grand-chose à attendre d'une écologie qui se montre plus préoccupée par les symptômes que par les causes, tandis que notre propre corporation semble avoir démontré, une fois de plus, qu'elle n'était plus capable de penser politiquement, ni de distinguer parmi les mutations de la société celles que nous pouvons encore espérer influencer de celles qui nous échappent totalement. Celles-ci deviendront, que cela nous plaise ou non, les postulats de tout aménagement. C'est au prix de cette distinction que nous pourrions prétendre « participer » avec l'espoir d'une certaine influence.

Les changements fondamentaux que nous devons accepter comme des postulats sont connus :

1. une division mondiale du travail qui transforme la situation de la ville dans une structure économique mondialisée ;
2. la disparition des forces de cohésion culturelle de la ville qui a donné lieu à une pluralité radicale de la culture urbaine ;
3. une nature aujourd'hui presque totalement transformée par l'intervention humaine, une évolution dont le corollaire est la disparition de l'opposition ville/nature.

L'effet conjugué de ces mutations conduit à une transformation profonde de la ville pouvant, assurément, aboutir à la destruction de la ville européenne, mais elle est également porteuse de nouvelles

perspectives d'aménagement, et ceci constitue la thèse centrale de cet essai. Dans un contexte de globalisation et de transformations continues, une meilleure connaissance de ces changements nous permettra d'inventer et de développer de nouvelles formes adaptées à la ville européenne. La ville historique devra y bénéficier d'une protection particulière car les parties disparues ne pourront être reproduites. Il lui faudra renoncer à quelques fonctions centrales afin de pouvoir préserver une partie de sa spécificité, tout en devenant un fragment de ville parmi les autres. L'Europe apporterait ainsi, avec des adaptations locales, une contribution européenne originale au modèle de la ville globale. Si un tel modèle se rattache aux grandes traditions de la ville européenne, ce n'est certainement pas sur un mode défensif ou passéiste, mais bien au contraire dans une appréhension positive des nouvelles et importantes possibilités que recèle la globalisation, à côté — ou en dépit — de toutes les crises qu'elle peut générer. Cette tâche ouvre — j'en suis persuadé — un champ d'aménagement aussi productif que généreux à la politique et à l'urbanisme, même si tout cela semble quelque peu relever aujourd'hui de l'utopie.

En Europe, la planification et l'urbanisme sont nés des crises du libéralisme, au temps de la révolution industrielle. Il n'était question, à l'origine, que d'en corriger les conséquences les plus néfastes : épidémies de choléra et de typhus, incendies, crises aiguës du logement. Même si les tentatives pour domestiquer et civiliser le capitalisme engagées par la planification et l'art urbain moderne n'ont montré leur efficacité que bien plus tard, elles doivent être considérées comme ayant alimenté les premières prospectives tracées par les réformistes et les utopistes. À mes yeux, l'urbanisme relève aujourd'hui encore de cette tradition urbanistique européenne, de cette volonté de protéger les éléments les plus faibles ou les plus menacés de la ville — les gens, la nature, la culture — en développant leurs valeurs et leurs caractères propres. Les conditions de l'efficacité de cette forme d'urbanisme se sont fortement modifiées depuis le tournant historique de l'économie mondiale en 1989 : nous avons affaire, depuis cette date, à une forme nouvelle d'expansion globale des forces du marché, qui dépasse le cadre des nations et dont les effets sociaux et écologiques sont extrêmement préjudiciables. Ne devrions-nous pas nous appuyer sur la conviction qu'une société confrontée à de telles évolutions se mobilisera pour y résister, qu'elle saura y reconnaître de nouvelles opportunités et trouver des réponses à des questions prospectives qui semblent aujourd'hui encore, relever de l'intuition ou de l'utopie ? Au fond, quelle est la nature de ces débats sur le communautarisme, sur la nécessité d'un rappel à l'intérêt général ? Quel est donc l'objet de ces discussions portant sur un nouvel équilibre entre concurrence et coopération, sur la planification et

la décentralisation, sur l'État et les institutions intermédiaires, sinon les prémisses d'une nouvelle approche de l'urbanisme ? Ces débats relèvent clairement d'une tradition européenne et le présent essai veut y contribuer. C'est un plaidoyer pour la reconnaissance des opportunités qu'offre la Zwischenstadt.

Le sujet n'est pas nouveau. L'histoire le montre, car les thèmes qui préoccupent l'urbanisme sont récurrents et appartiennent à une longue tradition d'idées et de concepts. Mon questionnement se rattache au débat européen ouvert à Berlin — où ce livre est écrit — par Bruno Taut et Hans Scharoun à l'issue de la Première Guerre mondiale. « Ainsi, dans son ouvrage traitant de la dissolution des villes, Taut trace la perspective d'une globalisation de l'humanité, empreinte d'une euphorie pacifiste et illustrée par les dessins visionnaires de bandes de cités encerclant la terre entière¹. » (Durth) La notion de paysage urbain que Hans Scharoun met en œuvre dans son plan pour Berlin après la Seconde Guerre mondiale relève de la même tradition. Bien d'autres exemples tirés de l'histoire de l'urbanisme pourraient être cités, qui tous ont critiqué la ville dense et proposé sa dilution, depuis Robert Owen et ses communautés mêlant industrie et agriculture, jusqu'à Ludwig Hilberseimer, mi-européen, mi-américain et ses interminables bandes de cités à l'échelle des prairies de l'Amérique, en passant par le très américain Frank Lloyd Wright et sa Broadacre City dans laquelle la propriété foncière constitue le fondement même de la citoyenneté. Cet essai n'entend pas pour autant s'inscrire dans une perspective historique. Je veux mettre l'accent sur la situation actuelle et la confronter à une conception de la ville — conception « restauratrice » — qui règne sur l'urbanisme depuis une génération, et pas seulement à

¹ La dissolution de la grande ville compacte est apparue très tôt dans l'histoire des idées : en 1898 dans *Garden Cities of Tomorrow* (en français : *Les Cités jardins de demain*, Paris, Sens & Tonka, 1998), Ebenezer Howard considère déjà la « petite ville jardin » comme un « modèle de travail » qui, après une première évaluation, doit être prolongé par un « groupe de villes jardins », pour enfin, et sur la base de l'expérience accumulée, s'engager dans la « reconstruction complète de Londres ». Bruno Taut évoque, avec un pathos expressionniste, « l'anéantissement de la ville de pierre » et commente ainsi son esquisse : « qu'elles tombent en ruine, ces méchantes constructions... », avant de projeter sur des formes de villes végétales, ses visions d'une nouvelle symbiose entre l'homme et la nature, entre les structures construites et le paysage ; in Bruno Taut, *Die Auflösung der Städte oder die Erde eine gute Wohnung*, Hagen, 1920, p. 1. La critique de la grande ville au XIX^e siècle explore plusieurs voies, passant par les cités jardins, le mouvement de réforme des modes de vie ou les manifestes et les programmes de la rupture de 1919, avant d'en arriver à cette conception urbaine formulée vers 1940, et qui sera mise en œuvre, lors de la reconstruction après 1945. Des générations entières d'aménageurs aspirent alors à la dissolution des « masses urbaines », rêvant de les intégrer largement au paysage par la « structuration et le desserrement ». La nostalgie de la ville ancienne apparaît dans les années soixante-dix (*Année du patrimoine en 1975*) comme une remise en cause du mouvement moderne par la génération postérieure à la reconstruction. Pour une analyse plus complète, cf. Werner Durth, Niels Gutschow, *Träume in Trümmern, Planungen zum Wiederaufbau zerstörter Städte im westen Deutschlands 1940-1950*, Wiesbaden, Vieweg-Verlag, 1988, p. 214, chapitre « Leitbilder im Städtebau ».

Berlin. L'argumentation ne fera pas recours à l'histoire des idées et, le plus souvent, se réclamera moins des textes fondateurs que de leurs interprètes professionnels. Il ne s'agit donc pas d'une dissertation sereine *sine ira et studio*, mais bien au contraire d'un texte volontairement polémique, exhortant à l'action. Chacun des cinq chapitres qui le composent examine la Zwischenstadt d'un point de vue différent : description, analyse, et propositions s'imbriquent pour témoigner d'un processus de pensée entièrement tendu vers l'action. J'y reviendrai souvent à travers la question de l'image et de la lisibilité de la Zwischenstadt.

Le contenu en est organisé de la façon suivante :

Le premier chapitre porte un regard nouveau sur les différents domaines urbains de la Zwischenstadt, caractérise brièvement les paysages urbanisés et analyse de façon critique cinq notions fondamentales dont la signification et l'usage sont directement liés au mythe de la ville ancienne.

Dans le deuxième chapitre, cette approche est soumise à une critique politique se référant aux thèses d'Alain Touraine et permettant de développer sept thèses qui affirment la nécessité de rendre la Zwischenstadt lisible et compréhensible.

Dans le troisième chapitre, le paysage urbanisé (considéré comme un lieu de la vie quotidienne) est analysé sur la base des positions politiques dégagées au chapitre précédent. On y propose ensuite l'aménagement d'un espace de vie organisé sur le principe de « l'économie de recyclage », un principe fondé sur une prise de conscience de la notion de durabilité.

Le quatrième chapitre donne une interprétation culturelle et morphologique de la Zwischenstadt dans son « étrangeté », opposée à la familiarité de la ville historique ; d'où l'importance d'une politique culturelle dans son aménagement.

Enfin, le cinquième chapitre tente d'esquisser de manière prospective une forme nouvelle de planification et de politique régionale.

Ajoutons encore que cet essai a été rédigé au cours de l'année universitaire 1995-1996 et qu'il doit beaucoup à l'ambiance stimulante du Collège scientifique de Berlin. Je tiens à exprimer ici ma reconnaissance pour la qualité de vie qui m'a été donnée et à adresser des remerciements pour toute l'aide que j'y ai trouvée. Petra Sonnenberg a patiemment et soigneusement saisi les différentes étapes de ce manuscrit et en a relu les corrections. Ulrich Conrads, correcteur et ami, en a préparé le texte pour l'édition. Michael Mönninger, qui m'a si souvent opposé ses propres convictions, ainsi que Susanne Hauser, ont été des partenaires précieux au sein du Collège scientifique. Werner Durth aurait dû accompagner ce travail mais

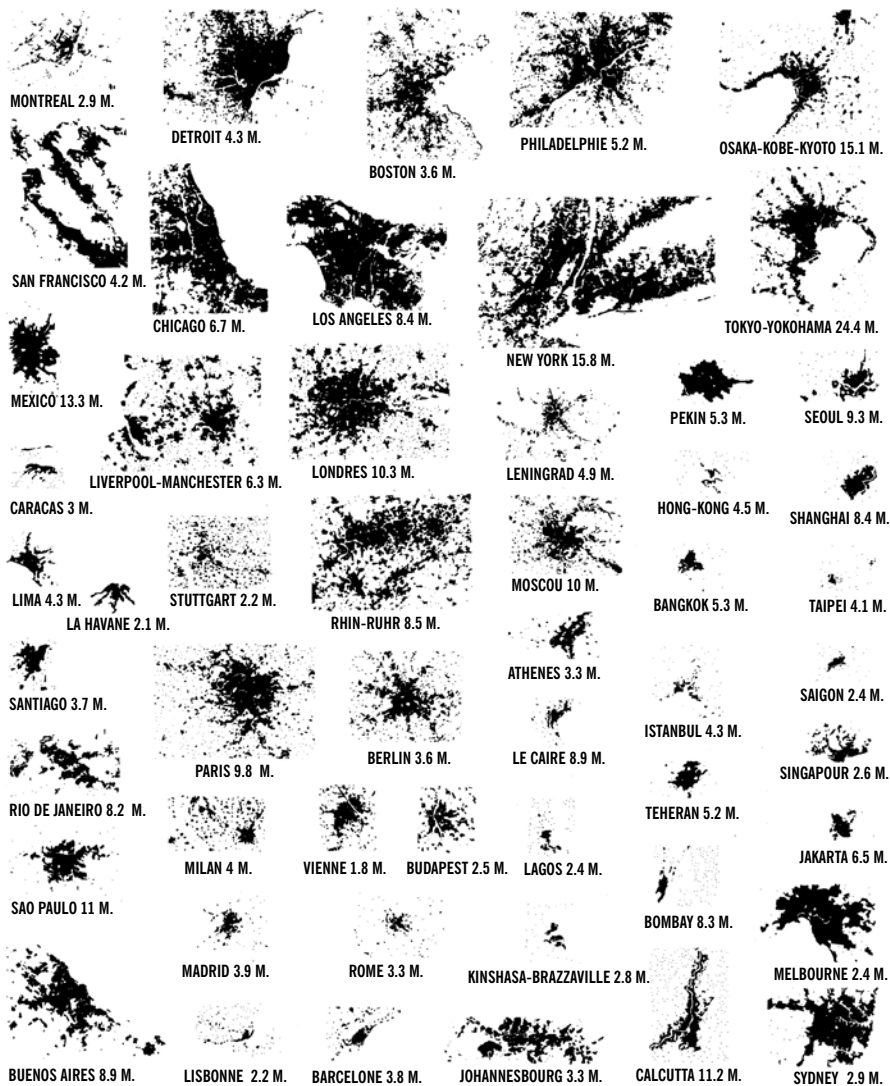
il n'a malheureusement pas pu donner suite à cette invitation. Cet ami de toujours m'a pourtant beaucoup aidé, tant par la communication de références bibliographiques sur l'histoire des idées que par ses critiques argumentées. Je regrette encore que nous n'ayons pu en discuter ici, dans le Collège. Avec Sibylle Elbe, je me suis entretenu de l'intelligibilité du manuscrit et de son lien avec la pratique ; sa validité a été mise à l'épreuve des faits par de multiples incursions dans la Zwischenstadt. Les nombreuses questions de Hille von Seggern, avec qui j'ai depuis nombre d'années des discussions passionnantes, et d'Ursula Stein m'ont amené à préciser ma définition de la planification. Hanns Adrian pourrait figurer comme coauteur de deux chapitres de ce livre, si cette qualification ne devait pas lui faire porter la responsabilité du reste de l'ouvrage. Je tiens à remercier chaleureusement ici tous mes amis et tous mes collègues pour leurs critiques constructives. Mais ce travail n'aurait jamais vu le jour sans les cinq années d'expériences menées comme l'un des directeurs de l'exposition internationale Emscher Park dans la Ruhr, sans les débats fort stimulants avec mes collègues, notamment avec celui qui fut le directeur spirituel et le moteur d'IBA Emscher Park : Karl Ganser. Que cet essai soit le témoignage de ma reconnaissance.

La surface occupée par les agglomérations.

Une comparaison internationale des agglomérations fait apparaître des différences caractéristiques mais aussi des points communs. Des différences considérables de densité distinguent les agglomérations du premier monde de celles du tiers-monde. Le rapport entre le nombre de leurs habitants et leur extension est également très différent. Les agglomérations asiatiques sont les plus compactes, celles d'Amérique du Nord sont les plus desserrées. Au-delà de ces différences, toutes ces agglomérations tendent à « s'effilocheur » dans leur interpénétration avec le paysage environnant.



Izmir, Turquie.

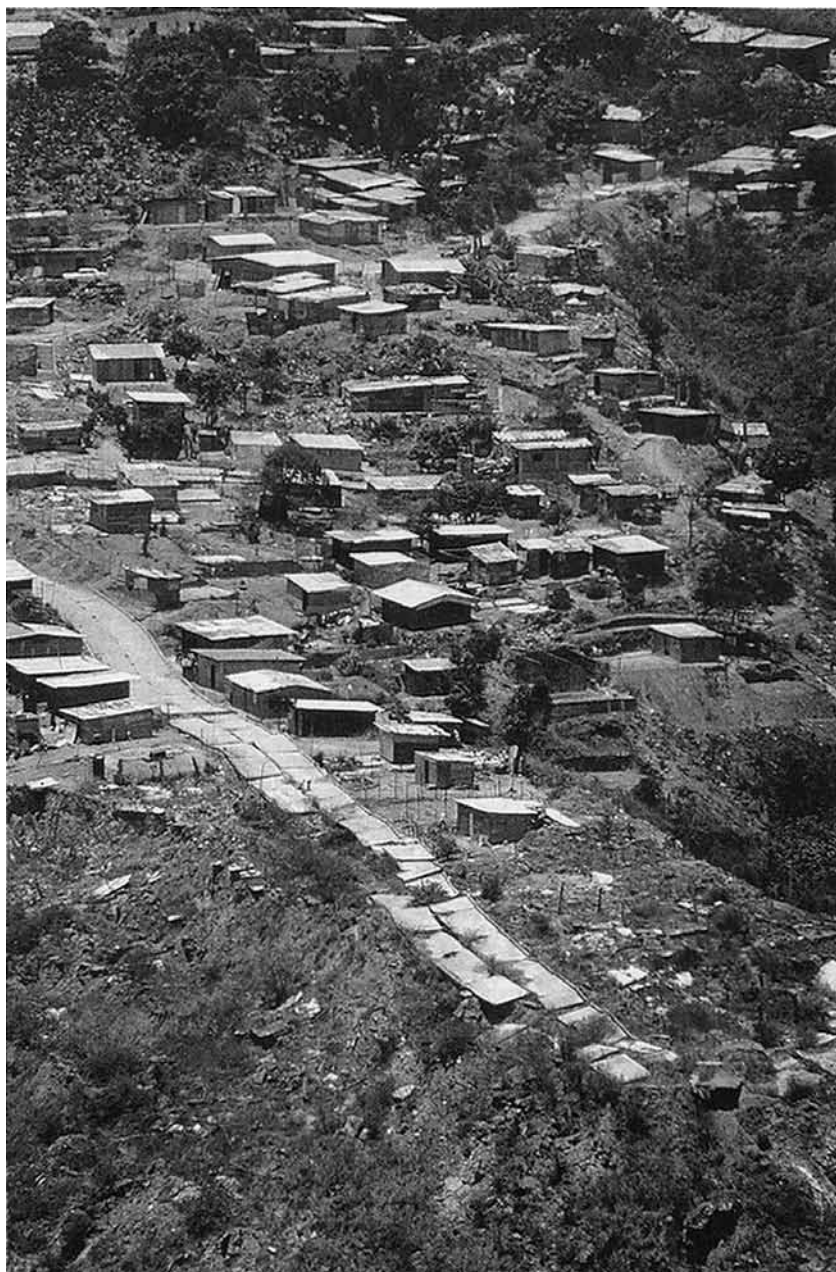


La surface occupée par 55 agglomérations.

M = millions d'habitants.

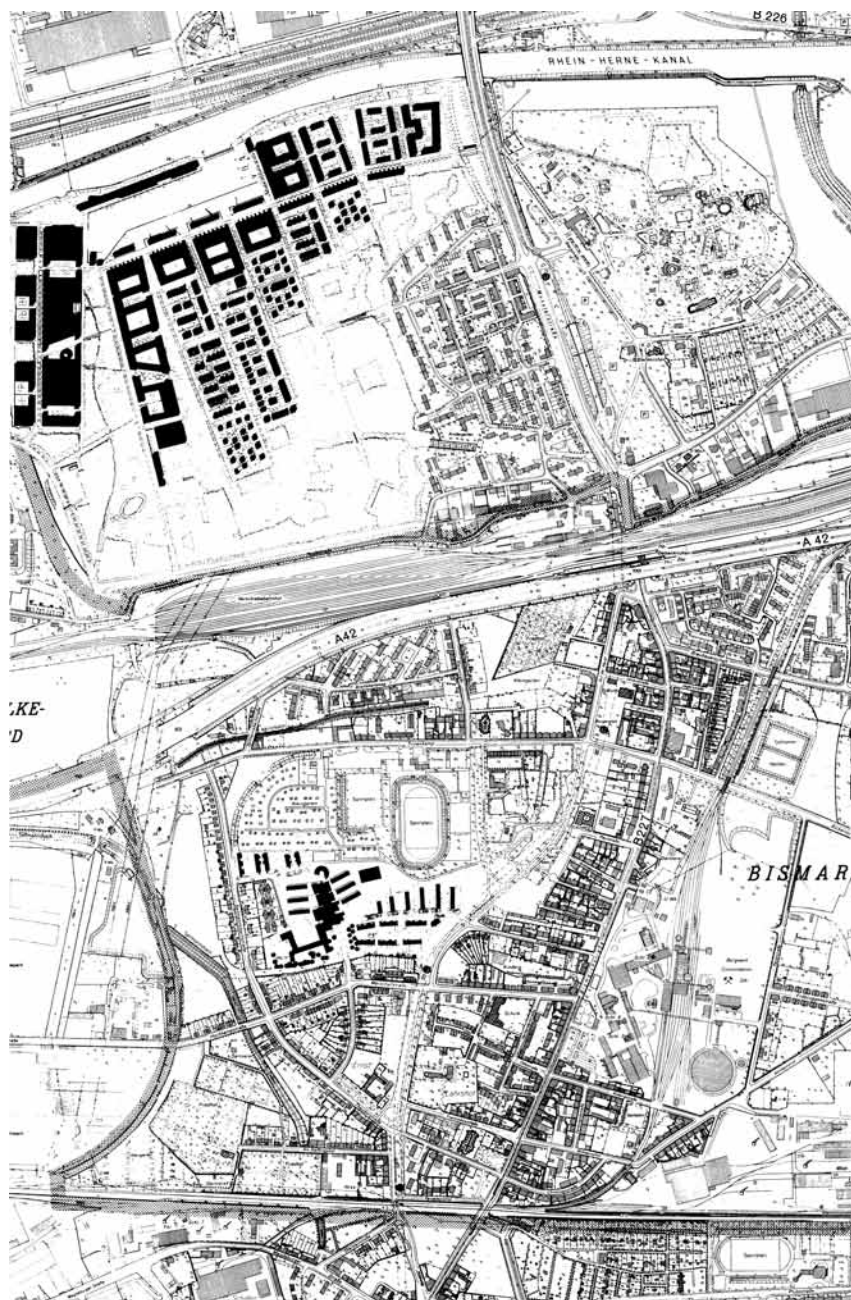


Deux exemples de l'extension du lotissement dans la ville de Mexico.





Échangeur Cologne-est.
Bois, quartier Poll.



Programme de développement du quartier Bismarck/Schalke-Nord, 1995.



Vue aérienne de Gelsenkirchen-Bismarck et de ses environs,
juin 1996.

Postface à la deuxième édition

La ville de la seconde modernité

Le cinquième chapitre de la première édition de cet ouvrage s'achève par une série de « questions ouvertes ». Plusieurs de mes étudiants les ont reprises à l'occasion d'études de sites et ces travaux de fin d'études les ont conduits à préciser leur propre position quant à l'exercice de cette profession. Leur argumentation s'est souvent appuyée sur les travaux de Ulrich Beck et Anthony Giddens, des références qui tendraient à démontrer que les étudiants ont réappris à lever le nez du guidon de leur propre discipline. Sur la base d'un diagnostic de la période contemporaine, ces deux sociologues ont développé la notion de seconde modernité et ont ainsi contribué à une qualification productive de la *Zwischenstadt* en tant que champ d'action de la planification.

Leurs dernières publications¹ établissent un certain nombre de notions clefs. Elles renvoient, pour l'essentiel, aux risques encourus par l'environnement et la civilisation, risques liés à la modernisation, à la globalisation, à l'individualisation, aux transformations du monde du travail et de la société contemporaine. On peut les appliquer à l'urbanisme.

Pour Ulrich Beck, les conséquences — involontaires — de la modernisation sont l'un des facteurs les plus importants de la structuration et du développement au cours de l'époque postindustrielle. Comment pourrait-on mieux expliquer la pratique actuelle de l'urbanisme, qu'en décrivant les effets de cette domination de la modernisation ? Nous allons pour cela passer en revue quelques exemples représentatifs des secteurs de l'organisation des transports, de la protection de l'environnement et de l'aide au développement économique.

La construction de nouveaux équipements liés aux moyens de transport tels que murs antibruit, parkings ou voies de délestage des centres, sont presque uniquement destinés à pallier les effets secondaires de ces équipements de circulation que l'on a si longtemps considérés comme des éléments indispensables au développement de l'économie et de la société. Destinés à corriger des effets secondaires, ces équipements ne manquent pas de générer à leur tour, leurs propres effets secondaires².

Les efforts engagés pour maintenir le commerce de détail traditionnel dans les centres anciens, visent à le protéger des effets secondaires de la concurrence des grands centres commerciaux situés aux portes de la ville. Si elle peut en retarder l'évolution, cette politique n'en conduit pas moins à une transformation irréversible des centres villes historiques en centres commerciaux. La désertification et la destruction rampante des centres historiques doivent bien, alors, être considérées comme des effets secondaires de cette transformation.

Ces exemples montrent bien à quel point l'aménagement du territoire et l'urbanisme se trouvent confinés dans une position défensive. En s'efforçant de défendre des structures anciennes avec des moyens inadaptés, ils s'accrochent à des images obsolètes sans s'apercevoir que les traditions auxquelles elles renvoient se vident de leur contenu en s'effondrant les unes après les autres. Anthony Giddens établit clairement³ que, avec la seconde modernité, s'ouvre une période pendant laquelle la ville comme la société ne pourront plus s'appuyer sur la moindre tradition historique. La démarche des postmodernes qui invoquent la ville traditionnelle en prônant une « reconstruction critique » de la ville ancienne, semble d'ores et déjà dépassée, alors même qu'elle ne date que de quelques années à peine. Les traditions anciennes et les rituels d'une société urbaine dont l'homogénéisation culturelle n'était même pas achevée se fragmentent en éléments individualisés et culturellement isolés. Et ce n'est pas un Masterplan, au sens des grandes traditions de l'art urbain, qui parviendra à les réunifier.

U. Beck et A. Giddens démontrent que la globalisation économique associée à une médiatisation mondiale est responsable de la disparition des cultures locales et de la dévalorisation des lieux et des espaces qui constituaient les ancrages sensibles et symboliques d'une société urbaine cohérente. Ils montrent aussi que la globalisation, agissant de l'intérieur comme de l'extérieur, dépouille les collectivités territoriales, l'État, la région, la commune, de leur pouvoir en matière d'aménagement urbain.

Avec la dissolution des classes, des couches sociales et de la famille traditionnelle disparaissent aussi les réseaux de solidarité communautaire de la ville encore capables de s'opposer à l'exclusion résultant de l'action globale de l'économie. Une évolution qui marginalise de nombreux habitants, contraints de s'adapter trop rapidement, et chacun pour soi, à de nouveaux modes de vie⁴. Les collectivités territoriales ne sont pas moins abandonnées à leur sort lorsque les problèmes qu'elles rencontrent ne trouvent plus de solutions à l'échelle du territoire communal.

Dans ce processus d'individualisation des modes de vie, la disparition des relations collectives produit des gagnants et des perdants, un phénomène qui concerne particulièrement le monde du travail. La disparition progressive du fordisme et des modes de vie qu'il contribuait à normaliser, ainsi que la perte massive d'emplois industriels de faible qualification mais garantissant un emploi à vie, conduit une population faiblement qualifiée et peu versée dans les nouvelles technologies à des emplois précaires et sous payés ou à un chômage massif et souvent définitif.

La cohérence de la société urbaine ne tient le plus souvent que par le risque partagé d'une dépendance à l'égard de technologies aussi comple-

¹ Cf. Ulrich Beck, *Risikogesellschaft*, Francfort, Suhrkamp, 1986 ; Anthony Giddens, *Jenseits von Links und Rechts, Die Zukunft radikaler Demokratie*, Francfort, Suhrkamp, 1996 ; Ulrich Beck, Anthony Giddens, Scott Lash, *Reflexive Modernisierung, Eine Kontroverse*, Francfort, Suhrkamp, 1996.

² Cf. Klaus Neumann, Thomas Sieverts, « Vom bösen Bauen und der guten Natur », *DISP Dokumente und Informationen Schweizer Planer*, Cahier 128, janvier 1997.

³ Cf. Anthony Giddens, « Leben in einer posttraditionalen Gesellschaft », in Ulrich Beck, Anthony Giddens, Scott Lash, *op. cit.*, pp. 113-194.

⁴ Cf. Ulrich Beck (sous la direction de), *Kinder der Freiheit*, Francfort, Suhrkamp, 1996.

xes que terriblement fragiles. Le bruit, la pollution de l'air affectent indifféremment les riches et les pauvres, même si ces nuisances peuvent être diversement éprouvées⁵.

L'opposition fondamentale ville/campagne qui caractérisait les anciennes villes européennes se dissout par l'effet d'une sorte de nivellement technique et par une multiplication à travers le monde de ces « non-lieux » dépourvus de toute histoire⁶. Les diagnostics de l'époque contemporaine qui affirment l'existence d'une seconde modernité ne sont pas les seuls à considérer cette évolution comme irréversible, même si personne ne semble aujourd'hui en mesure de prédire la forme concrète de son organisation sociale ou de son espace.

Confronté à cette incertitude et à de tels problèmes structurels, l'urbanisme saura-t-il s'affranchir de toute résignation et rompre avec une tradition urbaine usée jusqu'à la corde ?

Il n'est plus possible aujourd'hui de renouer avec l'interventionnisme de la grande période des États-nations industriels. L'État manque de moyens et l'évolution des problèmes structurels ne permet plus à ses instruments d'atteindre leurs objectifs. On ne peut pas non plus compter sur les effets d'une déréglementation qui confierait l'avenir de la ville au jeu incontrôlé d'un marché prétendument « éclairé ». Dans ce contexte, les réflexions qui s'efforcent d'intégrer le caractère non renouvelable des biens de la culture ou de la nature ne dépassent pas le stade d'une théorie des sciences économiques encore bien éloignée de la pratique et des réalités politiques. Il semble exclu, pour le moment du moins, de voir l'écologie et l'économie s'intégrer dans la même logique de marché. Il n'est pas moins illusoire d'espérer trouver la moindre solution dans l'introduction d'un management moderne. Les quelques tentatives de transformation des administrations urbaines traditionnelles en un management urbain de « l'entreprise-ville » se sont le plus souvent traduites par une remise en cause du contrôle démocratique. Ce type de réforme ne conduit qu'à la perte de ce qui pouvait encore subsister de sens du bien commun et de fierté citoyenne. Le jour où les habitants d'une ville ne se considéreront plus que comme les clients d'un système administratif de prestations de services individuels, lorsque les compétences communales fondamentales arrachées par le baron von Stein* se trouveront privatisées, on aura alors détruit les ultimes fondements d'un aménagement participatif disposant d'une légitimité politique, et on aura, du même coup, perdu toute possibilité d'identification avec la collectivité de la ville.

Alors, que faire ? La réorientation de l'urbanisme s'appuie sur la réalisation d'une condition préalable, qui doit dépasser le stade du simple constat intellectuel pour devenir une véritable base de travail : il nous faut admettre une fois pour toutes que la ville s'est profondément transformée au cours de cette époque postindustrielle, que les images de la ville, son espace, ses paysages ont

⁵ Cf. Anthony Giddens, *op. cit.*

⁶ Cf. Marc Augé, *Non-lieux : introduction à une anthropologie de la surmodernité*, Paris, Seuil, 1992.

* Baron Karl von Stein (1857-1831), entré en 1780 au service du roi de Prusse, est à l'origine d'une série de réformes fondamentales (émancipation des paysans, restructuration de l'administration centrale, rénovation des administrations provinciales, mise en place de municipalités élues) avant d'être contraint de démissionner par Napoléon en 1808 [NDT].

subi une mutation profonde de leur signification, même si cette évolution n'apparaît pas forcément au premier regard. On se trouve alors confronté à une extraordinaire révélation : certains problèmes, les plus importants parfois, peuvent se trouver dissimulés derrière les images familières de la ville ou du paysage. On ne peut souvent les découvrir qu'après une observation des coulisses et une enquête minutieuse et approfondie.

Les urbanistes se trouvent alors confrontés à trois options :

— Poursuivre sans rien changer, en espérant que les difficultés de cette nouvelle réalité créent une pression suffisante pour transformer, de l'intérieur, l'approche traditionnelle de l'aménagement. Une option qui suppose que les procédures existantes sont assez souples pour réaliser des tâches nouvelles avec des structures anciennes. Cette position conservatrice est liée à la rigidité extraordinaire de certains systèmes politiques ou administratifs ainsi qu'à leur volonté obstinée de conserver leurs positions.

— Engager une réforme de fond, établissant notamment de nouvelles institutions politiques et administratives régionales en vue, surtout, de modifier profondément le fonctionnement des structures d'autogestion communales, en lien avec les cantons, les présidences et les ministères régionaux. Il semble pourtant que la situation ne soit pas encore assez grave pour qu'une réforme de cette ampleur bénéficie du soutien politique indispensable.

— Reste une troisième option : ne pas attendre le salut d'anciennes ou de nouvelles structures administratives, mais rester en alerte devant les incertitudes du futur, intégrer l'incertitude dans la prise de décision, être ouvert à « ce qui naît ». Il nous faut imaginer des réponses partielles à des problèmes isolés, en comptant sur cette démarche pour développer un esprit d'innovation. Une telle position n'est défendable qu'à une condition : elle doit s'appuyer sur des objectifs et des projections qui garantissent une transformation positive et indiquent la direction à suivre, comme le feraient des balises placées à l'horizon⁷.

Cette position offre une alternative à un statu quo résigné avec la possibilité de développer progressivement des objectifs et des tâches qui retrouveront une véritable dimension sociale et politique tout en constituant, peu à peu, des domaines d'intervention nouveaux et intéressants.

Avant d'entreprendre la description de quelques-uns de ces domaines, il nous faut déterminer si une certaine forme de culture urbanistique européenne peut (ou doit) s'opposer aux tendances actuelles de la globalisation.

Rappelons que la tradition européenne de l'urbanisme plonge ses racines dans une gauche réformiste et progressiste qui cherchait à améliorer les conditions de vie de la classe ouvrière, mais aussi dans l'approche conservatrice des mouvements *arts and crafts* ou traditionalistes qui ont toujours associé conservation des paysages culturels et préservation des monuments historiques. Mais, qu'il s'agisse de son aile gauche progressiste ou de son aile droite conservatrice, l'urbanisme européen s'est toujours considéré comme un contre-pouvoir destiné à s'opposer aux conséquences d'une industrialisation incontrôlée qui menaçait de détruire la société et la culture. Ces positions traditionnelles de

⁷ Cf. Thomas Sieverts, Karl Ganser, « Vom Aufbaustab Speer zur Internationalen Bauausstellung Emscher Park und darüber hinaus », in *Bauplatz Zukunft: Dispute über die Entwicklung von Industrieregionen*, Essen, Klartext-Verlag, 1994.

l'urbanisme européen se retrouvent aujourd'hui encore, aussi bien dans la défense du logement social, que dans la préservation du patrimoine ou encore dans les puissants mouvements écologiques et de protection de la nature. Refusant de s'abandonner à une croyance naïve dans les bienfaits du progrès, cette attitude fondamentale doit être poursuivie en tant que contribution de l'Europe à une réflexion sur l'urbanisation dans le monde. Il n'est pas question, ici, de réhabilitation de l'urbanisme traditionnel ou de restauration du modèle berlinois, mais bien plutôt de ces fondements culturels et politiques qui ne sont liés à aucune forme particulière de ville.

Les débats contemporains accordent une place excessive à la forme de la ville, lorsqu'ils s'attachent d'un côté à la ville européenne compacte, ou de l'autre, à la ville diffuse de l'*urban sprawl* américain. Je considère, pour ma part, que cette discussion est stérile car elle nous détourne des vrais problèmes. Par contre, la comparaison des objectifs politiques poursuivis ainsi que des procédures de planification ne manque pas d'intérêt. Nous devrions regarder la ville américaine d'un point de vue politique et social comme une sorte d'avertissement nous invitant à refuser toutes les formes de ségrégation et de désertification culturelle⁸. Du point de vue des procédures de planification, l'urbanisme européen — traditionnellement imbu de sa supériorité — devrait pourtant s'inspirer de certains aspects de l'urbanisme américain. Issu d'une économie libérale, il s'appuie sur l'initiative des entrepreneurs privés. Il faut reconnaître que le contexte européen est peu favorable à une telle approche. L'urbanisme des *developers** a certes gagné une importance extraordinaire au cours de ces dernières années, mais il continue de se heurter à une culture « européenne » de l'urbanisme qui refuse toujours de se mêler à un milieu de *developers* entaché d'inculture et d'immoralité. Inversement, et même en Europe, le milieu des *developers* américains affecte d'ignorer les urbanistes et les architectes. Cultivant soigneusement leurs préjugés, les deux groupes se gardent du moindre contact. Il faut les inciter à se rencontrer pour que s'engage enfin un véritable dialogue, pour que cette confrontation d'une planification « régalienne » et d'un « urbanisme d'entrepreneur » fasse apparaître une troisième voie. C'est alors seulement que nous pourrions établir une « convention de qualité » pour le développement des villes et des régions en Europe. Cette troisième voie, d'où émergera une nouvelle tradition, devrait faire l'objet d'une sorte de charte de l'urbanisme européen. Comme les modèles d'urbanisme américains et asiatiques, les cultures de l'urbanisme européen se doivent de fournir leur propre contribution à l'irrésistible urbanisation du monde. Il conviendrait, pour ce faire, de renoncer à toute forme de nombrilisme ou de nationalisme provincial pour replacer le développement de la ville allemande et européenne dans une perspective mondiale. Seule cette mise en perspective nous permettra de donner une validité internationale à des règles et des principes qui s'efforcent de contenir les conséquences désastreuses sur le plan écologique et culturel d'une concurrence urbaine entretenue par des facteurs exclusivement économiques.

Quels seraient les objectifs prioritaires de cette planification ?

⁸ Cf. Peter Neitzke, Carl Steckeweh, Reinhard Wustlich (sous la direction de), *CENTRUM : Jahrbuch Architektur und Stadt 1997-1998*, Wiesbaden, Vieweg-Verlag, 1997, chapitre « Exit downtown ».

* En anglais dans le texte [NDR].

Le véritable défi professionnel et politique réside sans doute dans la recherche d'un « développement urbain sans ville », une définition particulièrement concise de la *Zwischenstadt* que j'emprunte à Wolfgang Christ⁹. La description qu'il livre de ses aspects les plus insupportables s'appuie sur des expressions particulièrement saisissantes que je vais emprunter ici avec un arrangement peu différent : « L'espace est resté au bord du chemin » tandis que « le réseau a absorbé des parties de la ville ». Des « centres autistes » flottent dans « le vide des espaces de transit » qui nous conduisent à cet autre « vide des centres anciens ». « En dehors de la ville ancienne, le fonctionnalisme pur règne en maître » sans « se soucier de proposer la moindre forme », imposant la mentalité de « l'objet jetable » dans un « espace sans qualité ». À l'intérieur de la ville ancienne, les coulisses supportent comme elles peuvent les derniers symboles d'un mythe de la ville qui croule sous la charge d'une sentimentalité concentrée.

Aménager les espaces de la *Zwischenstadt* pour relier chaque élément isolé et la ville historique, mettre en place des « structures de qualité » urbaines et paysagères dans un territoire jusqu'ici abandonné aux seules forces économiques, voilà des tâches « payantes » et typiquement européennes ! Leur réalisation constituerait à n'en pas douter une contribution globale et significative au contrôle spatial d'une économie déréglementée. Ainsi se trouverait largement promu un nouveau paysage culturel européen, inspiré de façon productive, de la tradition des mouvements de protection des patrimoines culturels et naturels. C'est en s'appuyant sur cette tradition qu'il faut développer la notion et l'image d'un paysage culturel nouveau correspondant à la progression de l'urbanisation.

Face aux conséquences spatiales désastreuses d'une économie déréglementée, ce n'est pas un mince défi que de vouloir opposer à la globalisation de nouvelles formes d'espace de vie destinées à des populations rejetées pour cause de « non-utilité » économique.

Les menaces qui pèsent sur ces lieux de vie familiers sont d'autant plus graves que cette partie de la population en est particulièrement dépendante. Dans les anciennes sociétés industrielles, cette dépendance ne concernait que les enfants, les adolescents et leurs parents, ainsi que les personnes dont la mobilité se trouvait réduite du fait de l'âge ou de la maladie. Ces groupes ont vu depuis leurs rangs se grossir de tous les exclus de la production marchande. Quand ils parviennent tout juste à conserver leur logement, ils doivent, le plus souvent, se contenter d'habiter les grands ensembles de logements sociaux datant de l'après-guerre. Or ces quartiers d'habitation se sont passablement dégradés. Conçu, en son temps, pour une population industrielle relativement homogène, composée d'ouvriers qualifiés et d'employés bénéficiant de bons salaires et d'un emploi garanti, ce type d'habitat répondait aux besoins d'une société caractérisée par la division du travail et un pouvoir d'achat élevé et stable. Offrant des loyers relativement faibles, ces quartiers sont habités maintenant par une population pauvre, relativement hétérogène sur le plan social et culturel et souvent dépourvue de perspective sociale et professionnelle. De plus, les quelques infrastructures, cafés, cinémas ou petits magasins dont ils disposaient encore ont progressivement

⁹ Cf. Wolfgang Christ, « Wertstrukturen in der Stadtplanung », *Deutsches Architektenblatt*, n° 9, 1997, pp. 1244-1245.

disparu au cours des dernières décennies. Ces grands ensembles ne laissent plus aujourd'hui que des quartiers amputés, dont la misère ne crève pas encore les yeux mais qui accumulent tous les ingrédients qui les transformeront, d'ici peu, en véritables poudrières sociales.

En étroite relation avec la lutte du mouvement ouvrier pour des conditions de logement décentes, la tâche particulière dévolue à l'Europe est bien de retrouver de véritables lieux de vie dans cet héritage urbain et d'y aménager des espaces nouveaux favorisant l'épanouissement d'une vie autonome, malgré de fortes contraintes économiques, des espaces de vie propices au développement des microstructures d'une économie locale, modestes peut-être, mais largement indépendantes de la mondialisation.

En somme, sauf à renoncer à plus d'un millénaire de tradition historique de l'urbanisme européen, la ville de la seconde modernité ne pourra éviter le traitement des conséquences d'une économie globalisée ni la réparation de ses effets secondaires sur le plan social et spatial.

En même temps que seront créés de nouveaux espaces de vie et aménagés les paysages produits par une urbanisation en progression constante, il faudra veiller à ne pas abandonner les centres historiques à un petit commerce en crise. De nouvelles fonctions devront être attribuées à ces quartiers au caractère irremplaçable et dont la charge symbolique est d'une telle importance.

Les grands systèmes de transport et leurs nœuds, les gares, les stations services, les relais d'autoroute, les centres commerciaux et les dépôts, dont l'architecture jetable domine la perception de vastes secteurs de la *Zwischenstadt*, doivent enfin être considérés comme des éléments de structuration formelle et de valorisation de cette *Zwischenstadt*.

À l'époque de l'électronique et des médias numériques qui masquent le monde derrière une forêt d'écrans, dans un environnement dominé par une anesthésique dont la perception reste exclusivement instrumentale, il nous revient d'opposer l'émotion et l'intelligibilité de contre-mondes sensibles. Ceux-là mériteront que l'on s'y attache et que l'on s'y intéresse.

Enfin, l'urbanisme européen devra apprendre à se satisfaire des espaces déjà occupés afin de préserver notre environnement vital : aucun projet nouveau ne pourra plus s'établir sur un terrain qui n'aurait pas déjà été bâti ; les constructions existantes devront s'adapter à de nouveaux usages. Cette démarche est facilitée aujourd'hui par la libération de terrains industriels et militaires, ainsi que par la sous-utilisation des constructions existantes.

C'est donc une véritable lutte qu'il faut mener pour parvenir à imposer la reconnaissance politique de cet ensemble de tâches, pour construire les alliances politiques, sociales et culturelles qui permettront de surmonter les tendances actuelles à la résignation. Les tâches de réparation doivent être « transcendées » pour devenir les préfigurations des objectifs politiques, culturels et sociaux de la ville de la seconde modernité. Nous devons démontrer qu'ils ne relèvent en rien d'une quelconque utopie, mais qu'ils sont issus de la pratique quotidienne, de l'expérience acquise face aux difficultés du terrain et aux limites des possibilités offertes par la politique.

« On ne devient politique [...], que lorsque des processus irréversibles ne sont plus considérés comme des menaces, mais comme des opportunités à saisir en vue d'élargir l'horizon de sa propre pensée et de son activité. On

recherche des architectes et des urbanistes qui seraient disposés à ne plus seulement répondre à une commande mais qui deviendraient des acteurs engagés dans cette évolution, des concepteurs apportant une véritable vision de l'avenir de la société¹⁰. »

Thomas SIEVERTS

Bonn, novembre 1997

¹⁰ Cf. Peter Neitzke, «Nachgefragt : Wann werden Architekten politisch ?», *Baumeister*, octobre 1997.

Postface à la troisième édition

Du bon usage de l'incertitude en urbanisme

Je me suis efforcé, dans la postface à la deuxième édition, de présenter la Zwischenstadt dans le contexte de la globalisation. J'ai tenté de tracer les contours d'une perspective européenne pour l'urbanisme et d'établir les champs d'action les plus importants dans le domaine de la planification de la ville¹. Le texte se concluait par une invitation adressée aux concepteurs, architectes ou urbanistes, à penser et agir politiquement.

Je voudrais prolonger ici cette réflexion : que signifie, pour le métier d'urbaniste, de « penser et agir politiquement » ? Il ne s'agit pas seulement d'avoir des références, la motivation, et de répondre aux critères indispensables à une planification socialement responsable. Il faut tendre à une « politisation », au sens où le penser politique devient constitutif de la pensée même du projet. Dans les années soixante et soixante-dix, les objectifs de l'action politique en matière d'urbanisme se traduisaient généralement par une participation active des habitants à la conception des projets qui les concernaient, ainsi que par une appropriation active de l'espace de la ville. Ces démarches anciennes n'ont rien perdu de leur validité, mais les espoirs que suscitait cette participation ne se sont pas concrétisés. Dans cette démarche participative, on n'a pas vu s'imposer les habitants les plus faibles, ceux qui éprouveraient le plus grand besoin d'une protection, mais les intérêts des plus forts qui auraient été privilégiés de toute façon.

Quant à la pratique du métier d'urbaniste, elle est restée des plus conventionnelles. Elle a même fait l'objet d'une simplification excessive pour se mettre à la portée des non-initiés. Il ne faut pas s'étonner, dès lors, que le projet — au sens d'une approche créative et professionnelle — soit si rarement parvenu à exprimer les réflexions, les représentations ou les images de mondes nouveaux.

Cela tient sans doute au fait que le projet urbain se déroulait généralement dans le cadre d'un processus parfaitement défini, que l'on pensait pouvoir étayer par les certitudes d'un programme établi sur la base de besoins clairement formulés. Au cours de cette période de « politisation » qui a marqué ma génération, nous pensions encore que la prévision du développement de la ville et des besoins de ses habitants ne dépendait finalement que de la qualité d'une recherche intégrant une analyse suffisamment précise. Le projet urbain relevait d'un « urbanisme déductif », reliant chaque étape de la conception aux résultats de l'analyse. Plus l'analyse était détaillée, plus le projet s'améliorait ! Les espoirs fondés sur cette assurance analytique se sont là encore effondrés. Les

interrogations sur les raisons d'un tel échec ont fait l'objet, entre temps, de solides explications théoriques, et notre conception de l'évolution de la ville est marquée désormais par la notion d'incertitude.

Les causes de cette incertitude peuvent se résumer en quelques mots clés : l'évolution fondamentalement non prévisible de systèmes présentant une grande complexité² ; l'impossibilité de prévoir les rapports entre les effets recherchés et les effets secondaires non souhaités dans l'interdépendance de systèmes socio-techniques très différenciés ; une satisfaction des besoins élémentaires et une progression du bien-être général qui se traduisent par des « investissements » en temps et en argent quasiment imprévisibles.

Aucune recherche ne pourra jamais lever ce type d'incertitude. Bien que la société soit de plus en plus quadrillée par des systèmes rationnels et complexes fondés sur les acquis scientifiques, l'imprévisibilité de l'évolution de l'ensemble du système n'en diminue pas pour autant ; elle constitue même l'un de ses paradoxes insolubles. Les recherches sur la ville n'en demeurent pas moins utiles et même indispensables, car à défaut d'éliminer les incertitudes fondamentales, elles peuvent néanmoins en limiter certains effets.

Dans le contexte de cette évolution urbaine, la « politisation » du projet urbain doit faire l'objet d'une nouvelle définition. Les temps ne sont plus aux déductions primaires issues de programmes et de besoins clairement définis. Il nous faut travailler à l'émergence de nouvelles opportunités sociales et culturelles, nous devons rechercher des potentialités nouvelles et politiquement attractives sous forme de marges de manœuvre et de propositions d'aménagement. Aussitôt surgit la question essentielle concernant ces marges et ces propositions : les utiliser, mais au profit de qui ? On pourrait résumer l'objectif politique et l'échelle de valeurs d'une telle action urbaine par le terme de « justice sociale ». Mais, quelle est la signification de ce terme aujourd'hui ? La seule expression de la « volonté des habitants » ne suffit en effet pas à répondre à cette question. L'utilité sociale, le *cui bono* doivent faire l'objet d'une réflexion nettement plus approfondie, car il n'existe plus d'alternatives simples : chacune d'entre elles fait apparaître des effets secondaires indésirables. Il convient alors de poursuivre l'expérimentation d'un large éventail de constellations socio-économiques, afin que surgisse, de cette incertitude fondamentale, une piste de projet suffisamment solide pour correspondre aux différentes formes de justice sociale. Il faut reconnaître que l'action politique exige aujourd'hui bien des efforts !

Les réflexions et les observations qui vont suivre résultent autant de mon travail avec des étudiants doués, que d'une expérience pratique sur l'incertitude programmatique, expérience acquise notamment dans le cadre du programme IBA Emscher Park. Le champ d'expérimentation académique de l'université permet une approche certainement plus méthodique, et les nouvelles démarches de projetage y bénéficient d'une évaluation et d'une diffusion

¹ Cf. Thomas Sieverts, « Die Stadt in der Zweiten Moderne, eine europäische Perspektive », in Bundesamt für Bauwesen und Raumordnung, *Informationen zur Raumplanung*, cahier 7/8, 1998, pp. 455-473.

² Cf. Gerhard Gamm, *Flucht aus der Kategorie, Positivierung des Unbestimmten als Ausgang aus der Moderne*, Frankfurt, Suhrkamp, 1994 ; Gerhard Gamm, « Anthropomorphia inversa, Über die Medialisierung von Mensch und Technik », *Lettre internationale*, été 1998.

plus faciles. Je vais donc m'appuyer sur des projets réalisés par des étudiants, en veillant toujours à les confronter à la pratique.

Les étudiants ont abordé la Zwischenstadt par l'expérimentation de nouvelles méthodes dans la démarche du projet, et ils se sont efforcés de réagir de façon créative à la transformation de la situation politique. Leurs analyses se sont écartées des modèles habituels pour évoluer vers des explorations plus générales soucieuses de rendre compte simultanément, et de façon expérimentale, de domaines très éloignés les uns des autres. Le bon usage de l'incertitude est devenu l'un des principaux thèmes de la démarche de projetage, abordée ici d'un point de vue spatial autant que temporel. Dans les domaines quasiment dépourvus de centres de la Zwischenstadt, la qualification formelle de structures faiblement définies devait proposer des scénarios montrant de quelle manière, et au bout de combien de temps, ces structures allaient pouvoir acquérir une certaine visibilité³. Une démarche, comme on le voit, des plus pragmatiques. Prenons l'exemple des nouvelles friches : la plupart d'entre elles ne fait l'objet d'aucune demande particulière, si bien que l'on peut légitimement s'inquiéter de la probabilité d'une telle demande pour certaines d'entre elles. On rejoint là très clairement, et sur le terrain, les limites de cette fonctionnalité déductive qui constituait l'un des fondements de la planification.

Dans cette situation d'incertitude, il faut tout d'abord affronter de façon créatrice des contradictions insolubles : le développement est indéterminé, pourtant l'action doit s'inscrire dans une perspective, comme s'il y avait un but.

Comme l'affirme Ernst Bloch, le monde du système et de la globalisation tend à produire des structures identiques à elles-mêmes et transportables à volonté. Le monde de la vie, tout au contraire, doit se composer de lieux enracinés dans la culture et la topographie. Quant au monde politique, il méconnaît généralement la complexité de ces interrelations et prend trop légèrement des décisions qui engagent l'avenir de nombreuses générations, alors même que l'on attend de lui qu'il réserve les plus grandes possibilités d'ouverture.

En abordant la Zwischenstadt au travers du projet, certains étudiants doués ont procédé à tâtons, poursuivant une démarche que l'on pourrait caractériser de la manière suivante : *projeter avec des images et des processus figuratifs*. Les idées de projets vont alors de l'invention d'images fortement évocatrices et politiquement stimulantes, jusqu'à l'ébauche de processus économiques, culturels ou politiques générateurs de formes.

Projeter en définissant des trames et des noyaux, en vue de spécifier des champs de projets ouverts. Dans ce cas, la confrontation à l'incertitude est limitée par le recours aux moyens classiques du projet urbain. Des « oasis », noyaux formellement stables, vont fixer les nœuds du réseau couvrant l'espace libre. Ensemble, ils définissent un « champ de projet » ouvert.

³ Cf. Joachim Schöffel, Thomas Sieverts (sous la direction de), « Zukunft Rhein-Main : Die Gestaltung einer Lebenswelt », *Forschung und Entwurf in Städtebau und Architektur*, n° 4, 1999 ; Wilhelm, Wiegand, Sieverts (sous la direction de), *Städtebau im Zeitalter der Globalisierung et Das transatlantische Entwurfsstudio USA 4*, *Forschung und Entwurf in Städtebau und Architektur*, n° 5, 1999. Les deux publications sont éditées par : Fachgruppe Stadt, Fachbereich Architektur, TUD, El Lissitzky Str. 1, 64287 Darmstadt.

Projeter avec les dimensions de la nature et du temps. Les expériences mises en jeu dans cette projection, ne relèvent de l'évidence que pour les toutes dernières générations d'étudiants : elles s'attachent notamment à ces paysages de friches industrielles et militaires, bouleversées par la technique, mais qui se trouvent très rapidement reconquises par la nature. On ne sait plus trop s'ils appartiennent au monde de la technique ou à celui de la nature, cette indétermination incitant elle-même à concevoir les nouvelles structures bâties aussi bien comme des constructions destinées à remplir des fonctions humaines que comme des biotopes très diversifiés. Leur évolution dans le temps doit être prise en compte dès la conception. Les simulations informatiques de leurs transformations permettent alors de présenter un large éventail d'alternatives.

Ces démarches ont en commun un investissement positif de l'incertitude, manifeste dès lors qu'on s'en saisit activement comme d'un espace ouvert à l'espoir. L'incertitude devient un défi, une aventure du développement urbain, un espace qui ne se laisse pas définir, mais sur lequel on peut « imprimer » des orientations et des représentations susceptibles d'être « activées ». Même s'il échappe à toute définition « fonctionnelle », on peut faire qu'il dégage une ambiance positive, qui le donne à voir comme un espace de potentialités grandes ouvertes.

Mais ces démarches doivent également avoir le courage de proposer des solutions provisoires et des aménagements progressifs, intégrant toutes sortes de bricolages* réversibles⁴. Elles devront aussi, avec le même courage, renoncer à toute conception d'ensemble, en privilégiant des projets simples et inachevés, « entités initiales » qui, avec le temps et de façon tout à fait imprévisible, pourront devenir des entités plus abouties présentant une grande complexité. Une méthode de projet inspirée, en fait, de celle que proposaient Christopher Alexander et Hajo Neis dans *A New Theory of Urban Design*⁵.

Chacune de ces méthodes de conception plus ou moins tâtonnantes dispose de sa propre dimension politique, dont l'approche du projet est directement tributaire. L'importance attribuée à l'image se retrouve cependant dans chacune d'entre elles, que ce soit sous la forme d'une métaphore entraînante, d'une image envoûtante ou d'une « illustration » nostalgique évoquant une ambiance regrettée. Les images semblent parfaitement s'accommoder de l'incertitude et d'un projet ouvert vers l'inconnu. Elles permettent de pallier aussi bien l'absence d'argumentation concrète que la définition de fonctions encore inexistantes.

La capacité presque illimitée des ordinateurs de produire et de manipuler de l'image pose, avec plus d'acuité encore, la question fondamentale du rôle nouveau que l'on pourrait attribuer aux belles images dans le projet urbain. Rien n'est plus simple aujourd'hui que de se retrancher de tout conflit pour bâtir un monde d'images virtuelles si vraisemblable qu'il se confondrait à la réalité. Un

* En français dans le texte [NDT].

⁴ Cf. Wolfgang Christ, « Zur Gestalt und Gestaltung künftiger Siedlungsräume, Bricolage statt Plan Voisin », in Bundesamt für Bauwesen und Raumordnung (sous la direction de), *Stadt-Landschaft*, cahier 7/8, 1998, pp. 475-482.

⁵ Christopher Alexander, Hajo Neis, Artemis Anninou, Ingrid King, *A New Theory of Urban Design*, New York, Oxford University Press, 1987.

usage de l'image qui se rapproche dangereusement de la publicité commerciale ou d'une autosuggestion nourrie de rhétorique politique.

Le danger est bien réel, mais il ne saurait remettre en cause la puissance évocatrice des images. On ne pourra éviter la dissimulation d'une réalité difficile et conflictuelle par l'illusion d'un monde virtuel que si l'on accepte de faire face à cette réalité en s'affranchissant de toutes les images intermédiaires et en « s'immergeant » dans la vie réelle.

Seule une confrontation permanente avec la réalité permettra à l'esthétique de l'image d'exprimer toute sa puissance en évitant son détournement.

Karl Ganser n'hésitait pas à qualifier les projets utilisant des images de préfiguration, de « détournements par la beauté ». Cette forme de projet paraît en effet particulièrement adaptée à l'aménagement des friches qui se déroule généralement en dehors de toute demande fonctionnelle ou économique. Trop souvent méconnues, ces « villes interdites » de l'industrie ont longtemps fait partie des « taches obscures » de la ville et ne se prêtent que plus facilement à la projection d'images particulièrement inventives.

La projection d'une image ou, plus exactement, d'une ambiance, permet de stimuler l'imagination en comblant l'absence de perspective par un « espace d'espoir ». Mises en œuvre, ces images donnent lieu à des mises en scène ouvertes et joyeuses qui, incitant au jeu et à l'appropriation, permettent, dans certains cas, de créer les conditions nécessaires à la consolidation d'une évolution favorable. Très proche de la scénographie, cette forme de projet est soutenue et facilitée par la production et la manipulation d'images numériques.

La démarche peut se révéler très créative, lorsqu'elle est menée avec un esprit critique et une certaine lucidité politique : *Form follows fiction* (le terme de fiction étant entendu ici au sens anglo-saxon de l'imagination créative). Interprétées comme des corridors* d'objectifs politiques qui pourront connaître diverses formes de réalisation, des images de ce type sont susceptibles de se substituer à une conduite d'opération trop précise ou à l'intervention « exacte » qu'il n'est plus guère possible de mettre en œuvre aujourd'hui.

Il n'y a qu'un pas entre le projet d'images suggestives et celui d'un « film », histoire du déroulement des faits politiques, économiques et culturels, d'où naissent structures et formes urbaines⁶. Ce type de projet urbain suppose que l'on définisse et que l'on construise son destinataire ; il demande aussi une réflexion sur la mise en œuvre d'opérations concrètes dans l'espace et sur la longue durée. Au-delà de la simple invention d'un espace ou d'une certaine capacité de préfiguration, la démarche nécessite une grande imagination politique et sociale ainsi que l'invention de procédures inédites. Une forme de conception de nature incontestablement politique, lorsqu'elle associe et « héberge » des processus sociaux de nature culturelle et économique. Il s'agit d'intégrer des intérêts et des rapports de force, des institutions et des procédures, sous la forme, par exemple, de conventions de qualité.

* En français dans le texte [NDT].

⁶ Cf. Thomas Sieverts, « Bild und Berechnung im Städtebau », in *Informationen und Imagination*, München, 1973.

Les risques d'une telle démarche sont incontestables : les étudiants, comme les architectes et les urbanistes, tendent à fabriquer de toutes pièces une sorte de « destinataire idéal », correspondant à une représentation parfaitement illusoire du monde politique et de la société. Une illusion à laquelle on ne peut échapper que par la pratique d'une confrontation opiniâtre et réfléchie avec la réalité. Mais puisque l'élaboration des projets les plus complexes s'en trouve grandement facilitée, on doit considérer cette démarche comme une étape importante sur la voie d'une professionnalisation au sens politique du terme. La mission ne s'achèverait plus par la réception de l'ouvrage, mais consisterait également à assumer une responsabilité créative en accompagnant la « vie » de cet ouvrage.

Les processus figuratifs et les images d'ambiance ne suffisent pas, seuls, à créer des lieux et des structures spatiales. Ici interviennent les deux démarches complémentaires : réseau et nœuds, autrement dit champ ouvert et noyaux formels. Cette double démarche est particulièrement adaptée aux projets d'aménagement menés à l'échelle urbaine et régionale de la *Zwischenstadt*. Les réseaux et les nœuds permettent de « capturer* et d'arpenter » la *Zwischenstadt*. Les réseaux ne constituent pas une structure hiérarchique et peuvent être affectés de toutes sortes de déformations topologiques. Caractérisés par un haut degré d'incertitude, ils peuvent supporter des charges très diversifiées. D'un point de vue fonctionnel, on peut « spécialiser » les différentes caractéristiques du réseau et les attributs des nœuds et, formellement, créer un équilibre mouvant et ouvert au changement. C'est l'une des raisons qui conduisent, à juste titre, à considérer le réseau comme une métaphore moderne de la politique et de la ville d'aujourd'hui, dans laquelle on aurait remplacé des blocs de pouvoirs pétrifiés par l'interaction de forces et d'influences en mouvement permanent.

Faire apparaître réseau et nœuds comme constituant l'armature de la *Zwischenstadt* rend celle-ci lisible pour l'utilisateur, notamment grâce à la mise en forme des nœuds comme « points d'échange » et au traitement différencié des espaces suivant leur fonction et la topographie. Le réseau permet la superposition, au moins partielle, de certains éléments du monde du système avec ceux du monde de la vie, à l'exemple de ces moyens de transport dans lesquels les nœuds doivent constituer des événements par la qualité de leur ambiance.

Une telle orientation de projet comporte des dangers évidents : voir des espaces de vie qui doivent « tenir ensemble » se perdre dans le réseau, voir la communication technique prendre un poids exclusif. Bref, prendre à la légère les conditions de vie de la plus grande partie de la population non motorisée. Rien n'empêche cependant d'introduire dans cette démarche des formes qui invitent à la lenteur et ménagent des espaces de « repli ». Il suffirait pour cela de favoriser — entre autres — la mise en place d'un réseau étendu de chemins réservés aux circulations lentes et non motorisées.

Cette dernière orientation de projet sera complétée par une démarche combinant des noyaux formels stables, significatifs, inscrits dans la durée, « oasis de grande architecture », et des espaces urbains ouverts et plutôt

* Jeu de mots intraduisible. En allemand, le mot réseau (*Netz*) désigne également un « filet », dans les mailles duquel la *Zwischenstadt* peut alors être « capturée » [NDR].

transitoires. Il s'agit de réaliser une synthèse entre des noyaux permanents et stables et de vastes domaines marqués, au contraire, par une grande incertitude. Cette incertitude ne doit pas pourtant se traduire par une neutralité de l'aménagement mais par une forme de développement ouvert, définie par une ambiance, organisée par des règles du jeu et caractérisée par un certain rapport entre naturel et artificiel. Alors s'affirme le caractère politique du projet urbain conçu comme un « corridor* d'évolutions et d'objectifs », corridor de développement obéissant à des conventions de qualité initiales⁷.

La prise en compte de la « nature » et du « temps » dans le projet recouvre les démarches décrites précédemment.

Les projets d'aménagement des friches industrielles gagnées par une nature foisonnante confirment dans la pratique combien l'ancienne contradiction opposant nature et culture, ou ville et campagne, n'a plus guère de sens. Le cycle au cours duquel un espace aménagé devient une friche, avant de connaître une nouvelle affectation, s'est sensiblement raccourci pour ne plus s'étendre que sur une ou deux générations. Le traitement de ces friches donne lieu désormais à des opérations expérimentales intéressant des zones transformées en biotopes de haute qualité montrant des « paysages » reconstruits et des parties construites paysagées. Ces zones sont traitées comme un continuum qui peut aller d'un secteur naturel techniquement contrôlé jusqu'à un domaine dans lequel la nature est « libre » de reprendre tous ses droits. L'ancienne contradiction entre technique et nature s'efface au profit d'une situation nouvelle dans laquelle se retrouvent les deux qualités.

L'expérience tirée de l'aménagement des friches industrielles et l'observation de l'évolution de toutes sortes de secteurs naturels dans le monde urbanisé nous amènent tout naturellement à réfléchir aux transformations temporelles qui les accompagnent, à leurs césures et à leurs cycles. Ces figures conceptuelles rejoignent d'autres interrogations intéressant les cycles culturels et économiques au sens d'une « écologie du développement », dans lesquels l'aménagement urbain, en tant que tel, pourrait apporter de nouvelles chances écologiques à la biodiversité. La disparition de la dichotomie entre le méchant aménagement et la bonne nature (même si elle domine encore notre législation) nous fait progresser dans la direction d'une ville symbiotique.

Si les premiers résultats de ces démarches de projet ne permettent pas encore d'en établir une véritable évaluation, ils ont néanmoins contribué à ranimer une véritable créativité politique en traçant une voie nouvelle et fondamentale. Elle nous permet, notamment, de contourner l'impasse dans laquelle nous fourvoyait le courant de pensée prônant une compensation écologique systématique et dont la justification repose justement sur la contradiction irréductible qui opposerait la nature à l'aménagement⁸.

Les démarches de projet qui viennent d'être présentées sont prêtes à quitter le domaine académique de l'université. Elles ont d'ores et déjà

* En français dans le texte [NDT].

⁷ Cf. Wolfgang Christ, *op. cit.*

⁸ Cf. Klaus Neumann, Thomas Sieverts, « Vom bösen Bauen und der guten Natur », *DISP Dokumente und Informationen zur schweizerischen Orts, Regional und Landesplanung* (Zürich), cahier 128, janvier 1997.

participé à l'aménagement des friches de la Ruhr, aux réflexions sur le programme du parc régional Rhin-Main ainsi qu'à la préparation d'une « IBA Fürst-Pückler-Land » dans le Lausitz, à l'est de l'Allemagne. Leur coordination et leur superposition conduisent à mettre le projet urbain au service d'une politique qui envisage sérieusement de se confronter à l'incertitude fondamentale du développement urbain, une politique qui supporte autant l'erreur que la correction et s'inscrit dans la perspective d'un développement durable.

La transparence de cette démarche en fait d'autant mieux apparaître les faiblesses. Ainsi, les projets s'éloignent trop souvent de la dure réalité sociale. Ils contreviennent à toutes sortes de réglementations, de procédures de délégation ou de calculs techniques. Ils exigent, en outre, une tout autre forme de participation, dans laquelle les habitants, réunis dans des ateliers de projet, ne se limiteraient plus au traitement des seuls conflits quotidiens mais accepteraient de se saisir de questions engageant le long terme. C'est pour toutes ces raisons que les urbanistes se doivent de poursuivre le développement de leur instrumentation « dure », afin de l'adapter à une réalité changeante.

Ces nouvelles démarches du projet correspondent parfaitement à la situation contemporaine du développement urbain où les buts définissant le champ d'action de la planification urbaine ne lui seraient plus assignés complètement de l'extérieur, mais où le projeteur devrait bien plus s'impliquer pour définir lui-même ses objectifs et les faire partager à la société. Tout cela suppose, pour le répéter une fois encore en guise de conclusion, une « action parallèle » : s'engager activement dans la politique de la ville, en même temps qu'on développe, de façon professionnelle, de nouvelles méthodes de projet urbain ainsi que les instruments qui permettent de les mettre en œuvre.

Thomas SIEVERTS

Bonn, mars 1999

Table

<i>Préface à l'édition française</i> Intraduisible Zwischenstadt	5
Avant-propos	9
<i>Chapitre 1</i> L'habitat de la majorité de l'humanité — Un espace pourtant sans nom et sans expression	15
<i>Chapitre 2</i> Une interprétation de la Zwischenstadt	71
<i>Chapitre 3</i> L'organisation de l'espace de la vie quotidienne	91
<i>Chapitre 4</i> La Zwischenstadt comme domaine de projet	111
<i>Chapitre 5</i> Perspectives pour une nouvelle forme de planification régionale	147
<i>Postface à la deuxième édition</i> La ville de la seconde modernité	173
<i>Postface à la troisième édition</i> Du bon usage de l'incertitude en urbanisme	181